



GÉOPOLITIQUE ET RÉGIMES AUTORITAIRES

Gouverner sous contrainte :

La fabrique de la résilience autoritaire iranienne

Par

Nour Mohammed Rida

Président du CMEADD

Fès, 2026

Abstract

This article examines the resilience of the Iranian political system by moving beyond conventional interpretations that frame it as a simple capacity to withstand external shocks. It argues that resilience should be understood as a dynamic process of transformation, in which crises such as economic sanctions, domestic protests, and regional conflicts can, under specific conditions, contribute to the reproduction of the system.

Drawing on resilience theory and a principal-agent framework, the analysis identifies a set of causal mechanisms through which constraints are converted into differentiated resources. Sanctions restructure the political economy by strengthening informal networks and security-linked actors. Protest movements trigger adaptive recalibration within coercive institutions. Regional conflicts enable the development of a form of distributed deterrence based on delegation and indirect action.

The article conceptualizes these dynamics as part of a systemic architecture structured by feedback loops linking internal transformations and external interactions. Within this configuration, resilience emerges as a co-produced outcome shaped by the interaction between external pressure and the regime's adaptive capacities. However, this process generates cumulative vulnerabilities, including economic erosion, increased dependence on security institutions, and heightened risks of strategic misalignment.

Keywords: Iran; authoritarian resilience; hybrid warfare; IRGC; sanctions; proxy warfare; deterrence; Middle East

Mots-clés : Iran ; résilience autoritaire ; guerre hybride ; CGRI ; sanctions ; guerre par procuration ; dissuasion ; Moyen-Orient



I. La crise comme moteur : le paradoxe du régime iranien

Quarante-six ans après sa fondation, la République islamique demeure. Ce simple constat devrait suffire à invalider les lectures qui en prédisaient l'essoufflement à la moindre crise grave, pourtant ces lectures se renouvellent sans se corriger, cycle après cycle. Le régime ne résiste pas seulement aux chocs¹ ; il se reconfigure à travers eux. C'est précisément là que réside l'énigme centrale.

Les approches existantes avancent trois explications classiques : la coercition, la légitimité, la fragmentation de l'opposition (Levitsky & Way, 2010 ; Brownlee, 2007). Chacune éclaire une facette. Aucune, prise seule, ne rend compte d'un phénomène plus déconcertant : la capacité du régime à se transformer à travers les crises, plutôt qu'à simplement y résister.

Cet article propose une lecture alternative. La résilience du régime iranien doit être comprise comme un processus par lequel les crises contribuent, dans certaines conditions, à la *reproduction du système*. Cette dynamique ne se réduit pas à un mécanisme d'adaptation ; elle produit des effets différenciés au sein du régime, dont les implications analytiques et stratégiques seront développées dans les sections suivantes.

L'objectif est ainsi de proposer une lecture renouvelée, à la fois théoriquement structurée et empiriquement ancrée, fondée sur l'analyse des mécanismes par lesquels différentes formes de pression, économiques, politiques et sécuritaires, produisent des effets contrastés au sein du régime et contribuent à en reconfigurer les équilibres internes.

¹ Depuis 1979, le régime a été confronté à plusieurs chocs majeurs : sanctions renforcées à partir de 2006 et après 2018, vagues de protestation (1999, 2009, 2019, 2022), et engagements régionaux en Irak, en Syrie et au Yémen, ainsi que des confrontations indirectes avec Israël.



II. Revue critique de la littérature

L'analyse de la résilience de la République islamique d'Iran s'inscrit dans plusieurs champs de recherche qui ont chacun apporté des éclairages importants, mais qui restent souvent partiellement dissociés. Les travaux existants proposent des explications fondées sur des logiques différentes, sans toujours permettre de comprendre comment ces dimensions interagissent dans le cas iranien (Levitsky & Way, 2010 ; Maloney, 2015). Cette section vise à structurer ces approches, à en dégager les apports, mais aussi à en identifier les limites, afin de faire apparaître la nécessité d'une lecture plus intégrée.

1. Approches internalistes de la résilience autoritaire

Une première série de travaux explique la stabilité du régime iranien à partir de facteurs internes, tels que la capacité coercitive, la cohésion des élites et l'organisation institutionnelle du pouvoir (Levitsky & Way, 2010 ; Brownlee, 2007). Dans cette perspective, la résilience repose sur la capacité du régime à contrôler les dynamiques sociales et politiques, tout en contenant les risques de fragmentation interne susceptibles d'affaiblir sa cohésion².

Ces approches permettent d'expliquer pourquoi le régime parvient à se maintenir face à des épisodes de contestation. Elles reposent toutefois sur une conception implicite de la résilience comme capacité à absorber des chocs extérieurs, et accordent dès lors une place limitée aux transformations internes induites par ces crises. Elles décrivent ainsi la stabilité du régime, mais rendent moins bien compte des recompositions qui s'opèrent en son sein sous contrainte.

² Ces travaux soulignent que la survie des régimes autoritaires dépend moins de leur capacité à éliminer l'opposition que de leur aptitude à en canaliser les effets sans provoquer de divisions au sein des élites.



2. Contraintes externes et économie politique des sanctions

Un deuxième ensemble de travaux s'intéresse aux effets des sanctions économiques et, plus largement, des contraintes externes. Une partie de cette littérature met en avant les dynamiques de fragilisation, en soulignant la réduction des ressources disponibles, les déséquilibres économiques et les tensions sociales que ces mesures peuvent provoquer (Drezner, 2011 ; Peksen, 2019).

D'autres analyses proposent une lecture plus nuancée. Elles montrent que les sanctions ne produisent pas uniquement des effets négatifs, mais qu'elles peuvent également transformer l'économie en favorisant le développement de circuits informels et en renforçant certains acteurs liés au pouvoir (Farzanegan, 2013 ; Maloney, 2015). Cette approche permet de mieux comprendre le caractère ambivalent des sanctions.

Cependant, ces travaux présentent une limite importante. Ils décrivent les effets des sanctions, mais expliquent rarement les mécanismes qui permettent de comprendre pourquoi ces effets varient. En particulier, ils ne prennent pas toujours en compte le rôle des structures internes du régime dans la manière dont ces contraintes sont absorbées, redirigées ou exploitées.

3. Stratégies régionales, délégation et guerre hybride

Un troisième groupe de travaux porte sur la stratégie régionale de l'Iran. Ces analyses mettent en évidence l'usage d'acteurs non étatiques et de formes d'action indirectes qui permettent au régime d'exercer une influence tout en évitant une confrontation directe avec des adversaires plus puissants (Phillips, 2016 ; Juneau, 2015).

Ces travaux s'inscrivent dans le cadre plus large des recherches sur la guerre hybride, qui soulignent le rôle de la délégation, de l'ambiguïté stratégique et de la dispersion des théâtres d'action (Hoffman, 2007). Ils permettent ainsi de comprendre comment l'Iran parvient à compenser certaines de ses contraintes sur le plan militaire.

Toutefois, ces approches tendent à traiter la politique extérieure comme un domaine relativement autonome. Elles ne montrent pas toujours comment ces stratégies

s'articulent avec les dynamiques internes du régime, ni comment elles peuvent contribuer à transformer les rapports de pouvoir en son sein.

4. Limites communes et angle mort analytique

Les approches existantes, malgré leurs différences, présentent des limites analytiques communes. Elles tendent à considérer les crises comme des contraintes extérieures auxquelles le régime doit s'adapter, plutôt que comme des processus susceptibles de produire des effets internes structurants.

Cette perspective entraîne plusieurs limites. D'une part, elle empêche de saisir comment les crises peuvent contribuer à la transformation du régime, en participant à la redistribution des ressources et à la reconfiguration des rapports de pouvoir. D'autre part, elle maintient une séparation entre dynamiques internes et environnement stratégique, alors même que ces dimensions apparaissent étroitement imbriquées dans le cas iranien.

Par ailleurs, ces travaux identifient souvent des tendances ou des effets, mais explicitent rarement les mécanismes qui relient les contraintes externes aux transformations internes. Ils ne proposent pas non plus une vision d'ensemble du système permettant de comprendre l'articulation entre les dimensions politique, économique et stratégique (Alfoneh, 2013 ; Eisenstadt, 2016).

Ces limites produisent un double biais. D'une part, un biais fonctionnaliste, qui consiste à interpréter a posteriori les adaptations du régime comme des mécanismes de renforcement. D'autre part, un biais d'intentionnalité, qui suppose un contrôle centralisé et cohérent des dynamiques, alors même que le système est traversé par des tensions internes et des asymétries d'information.

C'est à ce niveau que se situe la contribution de cet article. Il propose d'analyser les crises non seulement comme des contraintes, mais comme des processus qui, dans certaines conditions, participent à la reconfiguration et à la reproduction du régime.

Ces limites justifient la nécessité d'un cadre analytique intégrant explicitement les mécanismes de transformation interne et leur articulation avec les dynamiques stratégiques externes.

III. De la contrainte au système : mécanismes et architecture de la résilience transformative

L'objectif de cette section est de construire un cadre d'analyse capable d'expliquer non seulement la persistance du régime iranien, mais aussi les mécanismes par lesquels les crises contribuent à sa transformation. La littérature existante présente plusieurs limites analytiques. Elle traite la crise comme une contrainte externe, elle identifie des relations sans en expliciter clairement les mécanismes, et elle tend à dissocier les dynamiques internes du régime de ses stratégies externes (Levitsky & Way, 2010 ; Maloney, 2015).

Le cadre proposé vise à dépasser ces limites en articulant trois niveaux d'analyse : la nature des crises, les mécanismes de transformation interne qu'elles déclenchent, et la structuration systémique du pouvoir.

1. La crise comme environnement, instrument et mécanisme

Une première ambiguïté réside dans l'usage indifférencié de la notion de crise. Dans le cas iranien, la crise doit être analysée selon trois dimensions complémentaires.

La crise constitue d'abord un *environnement structurel*. Le régime évolue dans un contexte durable de contrainte, marqué par les sanctions économiques, la pression militaire et les tensions internes. Cette situation n'est pas ponctuelle : elle s'inscrit dans le temps et influence durablement le comportement des acteurs. Le régime de sanctions, renforcé depuis les années 2000, illustre bien cette contrainte structurelle, en transformant en profondeur les circuits économiques, financiers et logistiques du système (Farzanegan, 2013 ; Batmanghelidj, 2020).



La crise fonctionne ensuite comme un *instrument politique*. Elle est mobilisée par les acteurs du régime pour légitimer des décisions et redistribuer le pouvoir. Ce processus ne suppose pas une stratégie unifiée, mais des usages différenciés selon les institutions. Les protestations de 2019 et 2022 (Beissinger, 2022) ont ainsi été qualifiées de menaces sécuritaires, permettant de justifier un renforcement de la coercition et une consolidation des institutions sécuritaires.

Enfin, la crise agit comme un *mécanisme* lorsqu'elle produit des effets récurrents. Les sanctions réduisent les ressources formelles, encouragent le développement de circuits informels et renforcent les acteurs capables d'opérer dans ces conditions. Ce déplacement des ressources vers des réseaux liés aux structures sécuritaires constitue un mécanisme central de transformation interne, sans pour autant supposer une intention stratégique pleinement coordonnée.

Cette distinction permet d'éviter une lecture trop déterministe : les crises ne renforcent pas automatiquement le régime, mais ouvrent un espace de reconfiguration dont les effets dépendent des structures existantes.

2. Résilience transformative : redistribution du pouvoir et effets cumulatifs

La résilience du régime ne peut être comprise comme une simple capacité de résistance. Elle correspond à un processus de transformation (Walker et al., 2004 ; Folke, 2006), dans lequel les crises contribuent à redistribuer le pouvoir (Walker et al., 2004 ; Folke, 2006).

Ce processus repose sur une logique sélective. Les institutions capables d'opérer dans des environnements contraints voient leur position renforcée. Dans le cas iranien, cela concerne le Corps des Gardiens de la révolution islamique, qui fonctionne comme un nœud hybride reliant sécurité, économie et politique. L'expansion de son rôle économique sous sanctions illustre cette dynamique de renforcement différencié.

Cependant, cette dynamique produit aussi des effets cumulatifs. À mesure que le système s'adapte, il devient plus dépendant des structures qui bénéficient de la



contrainte. Cette dépendance réduit la capacité d’ajustement futur et tend à rigidifier son fonctionnement.

Cette dynamique s’inscrit dans une temporalité non linéaire. Les crises ne produisent pas les mêmes effets selon les moments : à court terme, elles peuvent renforcer le contrôle coercitif du régime ; à plus long terme, elles contribuent à l’érosion de la légitimité et à l’accumulation de tensions. Les cycles de protestation de 2009, 2019 et 2022 illustrent cette logique, combinant stabilisation immédiate et fragilisation progressive. La résilience doit donc être comprise comme un équilibre instable, dans lequel les mécanismes de stabilisation génèrent simultanément de nouvelles fragilités.

3. Un système dual : centralisation du pouvoir, fragmentation des capacités

Le régime iranien repose sur une architecture combinant deux logiques : une centralisation politique et une fragmentation opérationnelle.

Le Guide suprême occupe une position d’arbitrage, assurant la cohérence globale du système sans pour autant exercer un contrôle direct sur l’ensemble des opérations. Cette centralisation politique coexiste avec une distribution du pouvoir à travers plusieurs institutions.

Le CGRI occupe une position centrale. Il relie les dimensions militaire, économique et politique. La Force al-Qods agit principalement à l’extérieur, en coordonnant les réseaux régionaux. De son côté, le Basij joue un rôle de contrôle interne (Golkar, 2020), notamment dans la gestion des mobilisations sociales.

Les réseaux économiques, en particulier informels, jouent également un rôle structurant. Ils permettent de contourner les sanctions et renforcent les institutions qui en assurent le contrôle. Par exemple, les circuits de contrebande pétrolière, les sociétés écrans utilisées pour contourner les restrictions financières, ou encore les réseaux de commerce transfrontalier informel permettent de maintenir des flux économiques en dehors des canaux officiels. Ces activités sont souvent liées à des acteurs disposant de



capacités logistiques et sécuritaires, notamment au sein du Corps des Gardiens de la révolution islamique.

Ces réseaux ne sont pas seulement des mécanismes d'adaptation économique. Ils produisent aussi des effets politiques, en renforçant les acteurs qui les contrôlent et en redéfinissant les rapports de pouvoir internes. Le système ne doit donc pas être compris comme strictement hiérarchique, mais comme un ensemble de relations interdépendantes.

4. Gouverner par délégation : extension stratégique et perte de contrôle

La délégation constitue un élément central du système, mais elle doit être comprise dans une perspective stratégique plus large.

Les proxies ne sont pas seulement des instruments d'influence régionale. Ils sont intégrés dans une logique d'interaction avec des adversaires spécifiques, notamment les États-Unis et Israël. Leur degré d'autonomie varie selon leur position dans le système. Le Hezbollah représente un cas de forte coordination, tandis que certaines milices irakiennes ou les Houthis disposent d'une autonomie plus élevée, comme le montrent leurs initiatives parfois non alignées (Juneau, 2015 ; Knights, 2021 ; Levitt, 2022).

Cette configuration produit un paradoxe du contrôle. La délégation permet d'étendre l'influence du régime et de multiplier les points de pression, notamment contre les intérêts américains et israéliens. Par exemple, les attaques menées par des milices pro-iraniennes contre des bases américaines en Irak permettent d'exercer une pression directe sans engager formellement l'Iran (Knights, 2021 ; International Crisis Group, 2023). De même, les actions du Hezbollah à la frontière israélienne ou les frappes indirectes en Syrie contribuent à maintenir une pression constante sur Israël.

Cependant, cette délégation réduit en même temps la capacité à maîtriser les dynamiques d'escalade. Certaines milices irakiennes ont ainsi mené des attaques qui ont entraîné des représailles américaines, sans correspondre nécessairement à un timing stratégique optimal pour Téhéran. De même, les actions des Houthis en mer Rouge ont



contribué à élargir la zone de confrontation, en augmentant les risques d'escalade régionale au-delà du contrôle direct iranien.

Dans ce contexte, les interactions avec les États-Unis et Israël prennent principalement la forme d'une confrontation indirecte. Elles reposent sur des actions limitées qui permettent à la fois d'envoyer des signaux, de tester les réactions adverses et de contrôler les risques d'escalade. Le système fonctionne ainsi moins comme un simple instrument de projection de puissance que comme un cadre d'interactions stratégiques entre acteurs.

5. Guerre hybride, sanctions et boucles systémiques

La stratégie iranienne s'inscrit dans une logique de guerre hybride (Hoffman, 2007 ; Vaez & Sadjadpour, 2023), adaptée à une situation d'infériorité conventionnelle (Hoffman, 2007). Cette stratégie repose sur la combinaison de plusieurs instruments, dont les proxies, les capacités asymétriques et les réseaux économiques. Dans ce cadre, les sanctions ne doivent pas être considérées comme un facteur externe, mais comme une composante du système. Elles modifient les flux de ressources (Batmanghelidj, 2020), les structures d'incitation des acteurs et les rapports de pouvoir internes. Les actions indirectes contre des positions américaines en Irak, ou encore les confrontations indirectes en Syrie, illustrent la manière dont ces contraintes sont intégrées à une stratégie plus large de pression sous le seuil (Phillips, 2016).

Trois boucles systémiques structurent ces dynamiques. Une *boucle de renforcement* : les sanctions et la pression externe favorisent l'économie informelle, qui renforce les réseaux du CGRI. Une *boucle de dépendance* : le renforcement des acteurs sécuritaires marginalise progressivement les institutions civiles, réduisant la flexibilité du système et sa capacité d'ajustement. Une *boucle de risque* : le recours accru à la délégation renforce l'autonomie des proxies, multipliant les incidents et le risque d'escalade.



Tableau 1 — Mécanismes de conversion des crises et leurs effets différenciés

Contrainte externe	Mécanisme central	Effet différencié	Acteur renforcé	Vulnérabilité induite
Sanctions économiques (2018–)	Informalisation des circuits économiques ; contournement des restrictions financières	Concentration des ressources dans les réseaux liés aux institutions sécuritaires	CGRI (économie informelle, sociétés-écrans, contrebande pétrolière)	Érosion économique cumulative ; rigidification structurelle
Mobilisations protestataires (2019, 2022)	Requalification sécuritaire ; apprentissage institutionnel des forces de répression	Renforcement des capacités coercitives ; amélioration de la coordination inter-institutions	Basij ; CGRI (gestion des crises internes)	Érosion de la légitimité ; extension du potentiel contestataire à moyen terme
Pression militaire externe (confrontation indirecte USA/Israël)	Délégation à des acteurs non étatiques ; dissuasion distribuée	Extension de la profondeur stratégique ; multiplication des points de pression	Hezbollah ; milices irakiennes ; Houthis (degrés d'autonomie variables)	Risque de désalignement ; perte partielle de contrôle sur les dynamiques d'escalade

Note : Les trois mécanismes opèrent de façon interdépendante au sein du même système. Le renforcement des acteurs sécuritaires par les sanctions amplifie leur capacité à gérer les protestations et à coordonner la projection externe, créant une boucle de dépendance qui réduit la flexibilité future du régime. Source : auteur, d'après Farzanegan (2013), Golkar (2020), Juneau (2015), Knights (2021).

Le tableau ci-dessus met en évidence une asymétrie structurelle que la lecture linéaire des mécanismes tend à masquer. Les trois formes de contrainte (sanctions, protestations, pression militaire), ne renforcent pas le régime dans son ensemble : elles consolident sélectivement son noyau sécuritaire au détriment d'autres composantes. Cette consolidation sélective est précisément ce qui distingue une résilience transformative d'une simple résistance. Elle produit un système plus cohérent en situation de crise, mais structurellement moins flexible à mesure que les crises s'accumulent.



6. Équilibres sous contrainte : seuils et points de rupture

Le modèle repose sur plusieurs conditions. Il suppose une capacité minimale de coordination entre les institutions, un contrôle partiel des proxies et une gestion maîtrisée de l'escalade.

Lorsque ces conditions ne sont plus réunies, les mécanismes de résilience peuvent produire des effets inverses. Une perte de contrôle sur les acteurs délégués, une intensification des sanctions ou une fragmentation des élites peuvent transformer les dynamiques de stabilisation en dynamiques de crise.

Le système iranien apparaît ainsi comme un système adaptatif sous contrainte, capable de transformer certaines formes de pression en ressources, mais dont la stabilité repose sur des équilibres fragiles et potentiellement réversibles.

Ce cadre permet ainsi de passer d'une lecture statique de la résilience à une analyse dynamique des mécanismes par lesquels les contraintes sont converties en ressources, tout en produisant simultanément de nouvelles vulnérabilités.

Les sections suivantes visent à tester empiriquement ces mécanismes et à en préciser les effets différenciés à travers l'analyse des sanctions, des mobilisations internes et des dynamiques régionales.

IV. Mécanismes de conversion des crises : Quand la contrainte devient ressource

L'analyse des mécanismes de conversion des crises permet de comprendre comment des chocs externes et internes, loin de produire uniquement des effets déstabilisateurs, peuvent être partiellement transformés en dynamiques de consolidation relative du régime. Cette conversion repose sur des processus sélectifs, qui renforcent certaines composantes du système, en particulier les institutions sécuritaires et les réseaux économiques qui leur sont associés, sans produire un renforcement homogène du régime dans son ensemble.

Trois domaines empiriques permettent d'identifier ces mécanismes : les sanctions économiques, les mobilisations protestataires et les conflits régionaux. Pris isolément, ces phénomènes relèvent de logiques distinctes. Toutefois, ils participent d'un même processus de transformation, dans lequel les contraintes déplacent les ressources, reconfigurent les incitations et redéfinissent les rapports de pouvoir au sein du système.

1. Sanctions et reconfiguration politico-économique

La réimposition des sanctions américaines à partir de 2018 a entraîné une contraction significative de l'économie formelle iranienne (Peksen, 2019 ; Drezner, 2011), notamment dans les secteurs financier et énergétique. Toutefois, cette contraction n'a pas produit un affaiblissement homogène du régime, mais une reconfiguration différenciée de son économie politique.

Les sanctions favorisent le déplacement des activités vers des circuits informels et semi-formels, dont l'accès dépend de ressources politiques, logistiques et sécuritaires. Dans ce contexte, les acteurs capables d'opérer sous contrainte, en particulier les structures liées au Corps des Gardiens de la révolution islamique, bénéficient d'un avantage comparatif. Leur contrôle des circuits de contournement leur permet de capter une part croissante des ressources disponibles.

Ce mécanisme produit un arbitrage structurant : les sanctions contribuent à renforcer les acteurs les plus aptes à opérer dans des environnements contraints, notamment les institutions sécuritaires, mais au prix d'une dégradation progressive des capacités économiques globales du système. La résilience qui en résulte est donc partielle, reposant sur un gain de contrôle interne au détriment d'une érosion des ressources à long terme.

Cette dynamique peut être résumée comme suit : contrainte externe, contraction des circuits formels, informalisation, concentration des ressources, renforcement des acteurs sécuritaires. Ce processus produit une consolidation sélective du noyau coercitif du régime, sans améliorer ses performances économiques globales.



Cette dynamique s'accompagne d'un effet de dépendance. À mesure que le système s'appuie sur ces circuits, il devient plus dépendant des acteurs qui les contrôlent, ce qui réduit sa flexibilité et renforce la centralité des institutions sécuritaires dans l'ensemble du système politique.

2. Protestation et recalibrage coercitif

Les vagues de protestation de 2019 et 2022 illustrent un second mécanisme de conversion des crises, centré sur la transformation de l'appareil coercitif.

Dans ces deux cas, les mobilisations ont été rapidement requalifiées en menaces sécuritaires, ce qui a permis de légitimer une réponse coordonnée des institutions coercitives, notamment les Gardiens de la révolution et le Basij. Cette réponse a combiné répression directe, surveillance accrue et contrôle informationnel, permettant de rétablir l'ordre à court terme.

Chaque épisode de contestation produit également un effet d'apprentissage institutionnel. Il améliore la coordination entre institutions, renforce les capacités de surveillance et affine les techniques de répression. La crise fonctionne ainsi comme un mécanisme de renforcement des capacités coercitives.

Cependant, ce mécanisme produit des effets différenciés dans le temps. La stabilisation immédiate s'accompagne d'une érosion progressive de la légitimité et d'une extension du potentiel contestataire. Cette séquence — protestation, sécurisation, stabilisation, puis fragilisation — illustre une dynamique non linéaire, dans laquelle les mécanismes de consolidation génèrent simultanément des vulnérabilités.

3. Conflit régional et dissuasion distribuée

Le troisième mécanisme concerne la stratégie régionale de l'Iran, fondée sur la délégation à des acteurs non étatiques.

Dans un contexte d'infériorité conventionnelle, le recours aux proxies permet d'étendre la profondeur stratégique, de multiplier les points de pression et de maintenir



une confrontation indirecte avec les États-Unis et Israël. Cette stratégie repose sur une logique de dissuasion distribuée (Vaez & Sadjadpour, 2023), dans laquelle la capacité de nuisance est fragmentée entre plusieurs acteurs.

Toutefois, ces acteurs présentent des degrés d'intégration variables. Le Hezbollah constitue un cas de forte coordination stratégique, tandis que certaines milices irakiennes ou les Houthis disposent d'une autonomie plus importante, liée à leurs dynamiques locales. Cette différenciation conditionne les capacités de contrôle du régime.

La délégation à des acteurs non étatiques repose sur un arbitrage central. Elle permet d'étendre l'influence stratégique du régime et de multiplier les points de pression, mais elle réduit simultanément sa capacité à contrôler les dynamiques d'escalade. Ce gain en profondeur stratégique s'accompagne donc d'un risque accru de désalignement et d'initiatives non coordonnées.

Le mécanisme peut être formulé ainsi : délégation, extension de l'influence, autonomisation des agents, augmentation du risque de désalignement. Cette dynamique produit un paradoxe du contrôle : elle renforce la capacité de projection indirecte, tout en réduisant la capacité à maîtriser les trajectoires d'escalade.

Dans ce cadre, l'interaction avec les États-Unis et Israël prend la forme d'une confrontation indirecte (International Crisis Group, 2023), structurée par des logiques de signalisation, de test des seuils et de gestion du risque. Le système fonctionne ainsi comme un dispositif d'interaction stratégique, plutôt que comme une simple projection de puissance.

4. Intégration systémique et boucles de rétroaction

Ces mécanismes ne fonctionnent pas de manière isolée, mais s'inscrivent dans une architecture systémique dominée par les institutions sécuritaires, où les sanctions renforcent les ressources des acteurs liés à ces institutions. Ce renforcement accroît leur capacité à gérer les protestations et à organiser la projection externe. En retour, cette centralité renforce la dépendance du système à leur égard, créant une dynamique cumulative.

Tableau 2 — Boucles de rétroaction systémiques

Boucle	Dynamique	Acteurs impliqués	Effet systémique
Renforcement	Contraintes externes → économie informelle → ressources CGRI → capacités d'adaptation	CGRI, réseaux économiques informels	Consolidation sélective du noyau sécuritaire ; le système gagne en résistance immédiate mais concentre le pouvoir dans des structures non redistributives
Dépendance	Renforcement des acteurs sécuritaires → marginalisation des institutions civiles → rigidification	CGRI, Guide suprême, Basij	Réduction de la flexibilité institutionnelle ; le système résiste mieux aux chocs externes, mais devient moins capable d'ajustement interne volontaire
Risque	Délégation accrue → autonomisation des proxies → incidents non coordonnés → risque d'escalade	Force al-Qods, milices irakiennes, Houthis, Hezbollah	Paradoxe du contrôle : l'extension de l'influence stratégique réduit la maîtrise des trajectoires d'escalade dans les interactions avec les États-Unis et Israël

Ce tableau met en évidence la logique cumulative du système : les trois boucles s'alimentent mutuellement. À mesure que la boucle de renforcement consolide le CGRI, la boucle de dépendance réduit la flexibilité des institutions civiles, et la boucle de risque élargit l'espace d'incertitude stratégique. L'instabilité est ainsi partiellement intégrée au fonctionnement du système, transformée en ressource stratégique, mais au prix d'une complexité croissante et d'une accumulation de vulnérabilités.

5. Conditions de validité, scénarios et test comparatif

Le fonctionnement de ces mécanismes repose sur plusieurs conditions : une coordination minimale entre institutions, un contrôle partiel des acteurs délégués et une gestion maîtrisée des dynamiques d'escalade. Lorsque ces conditions ne sont plus réunies, les mécanismes de conversion peuvent produire des effets inverses, notamment sous la forme d'une perte de contrôle, d'une intensification des vulnérabilités économiques ou d'une fragmentation accrue des élites.



Les trajectoires du système doivent dès lors être analysées en termes de risques et de probabilités conditionnelles.

Tableau 3 — Scénarios d'évolution et probabilités conditionnelles

Horizon	Scénario	Conditions d'occurrence	Indicateurs d'alerte	Probabilité estimée
Court terme (1–2 ans)	Stabilisation relative	Maintien des capacités de coordination entre institutions ; pressions externes sous le seuil critique	Robustesse de l'appareil coercitif ; absence de crise économique systémique	Élevée
Moyen terme (3–5 ans)	Rigidification du système	Expansion continue du CGRI ; marginalisation des institutions civiles ; intensification de la répression	Contraction des marges économiques formelles ; dépendance accrue aux réseaux informels	Moyenne à élevée
Long terme (5+ ans)	Rupture ou escalade non maîtrisée	Convergence : intensification rapide des sanctions + crise économique systémique + perte de contrôle sur acteurs délégués	Désalignement interne ; mauvaise lecture des signaux USA/Israël ; fragmentation des élites	Faible à moyenne

Note : Ces trajectoires sont des configurations évolutives, non des prédictions. Leur probabilité dépend de l'interaction entre contraintes externes et arbitrages internes. Le risque principal à long terme n'est pas l'effondrement immédiat, mais une escalade non maîtrisée résultant d'un désalignement cumulatif. Source : auteur.

Le tableau ci-dessus invite à une lecture probabiliste et non-linéaire. Les trajectoires présentées ne sont pas des prédictions mais des configurations évolutives dont la probabilité dépend de l'interaction entre contraintes externes et arbitrages internes. À court terme, la stabilisation apparaît probable, le régime conserve ses capacités de coordination³. À moyen terme, la rigidification semble inévitable, en raison de la dépendance croissante aux structures sécuritaires et de la contraction des

³ Cette configuration repose sur la robustesse des institutions coercitives et sur la capacité du système à absorber des chocs sans rupture immédiate.



marges économiques⁴. Le risque de rupture, à long terme, est réel sans être dominant : il demeure conditionnel à une convergence de plusieurs facteurs défavorables simultanés (une intensification rapide des sanctions, une crise économique systémique ou une perte de contrôle sur certains acteurs délégués). Ainsi, le risque principal réside moins dans un effondrement immédiat que dans une escalade non maîtrisée, résultant d'un désalignement interne ou d'une mauvaise interprétation dans l'interaction stratégique avec les États-Unis ou Israël.

D'un point de vue comparatif, des dynamiques similaires peuvent être observées dans d'autres contextes soumis à de fortes contraintes externes, notamment en Russie (Way, 2015). Toutefois, le cas iranien se distingue par le degré d'intégration entre économie informelle, appareil coercitif et stratégie régionale, ainsi que par le rôle central d'un acteur hybride comme le Corps des Gardiens de la révolution islamique. Cette comparaison permet de préciser la portée du modèle : là où ces conditions ne sont pas réunies, les crises tendent davantage à produire de l'instabilité qu'à renforcer la résilience.

Dans le contexte actuel de tensions accrues au Moyen-Orient, marqué notamment par une intensification des interactions indirectes entre l'Iran, Israël et les États-Unis, ces dynamiques apparaissent renforcées, en particulier en ce qui concerne les risques d'escalade et le rôle croissant des acteurs délégués.

V. Le CGRI comme nœud hybride : coercition, économie informelle et projection stratégique

L'analyse des mécanismes de conversion des crises doit être replacée dans l'architecture générale du système politique iranien. La résilience du régime ne résulte pas uniquement de réponses ponctuelles aux chocs, mais d'une configuration

⁴ Des indicateurs tels que l'expansion continue du rôle économique du CGRI, la marginalisation des institutions civiles ou l'intensification de la répression constituent des signaux de cette trajectoire.



institutionnelle spécifique, caractérisée par la combinaison d'une centralisation politique forte et d'une fragmentation opérationnelle.

Au sommet du système, le Guide suprême exerce une fonction d'arbitrage et de cohérence stratégique, en maintenant un équilibre entre des centres de pouvoir multiples et en limitant les risques de fragmentation interne. Cette centralisation politique constitue un mécanisme de stabilisation essentiel dans un système marqué par la pluralité des acteurs.

Au niveau opérationnel, le CGRI occupe une position centrale en tant que nœud hybride reliant les dimensions coercitives, économiques et stratégiques du régime (Alfoneh, 2013 ; Ostovar, 2016). Sa capacité à intervenir simultanément dans ces domaines lui permet de transformer des contraintes externes en ressources internes, notamment via le contrôle de circuits économiques informels et la gestion des crises internes.

Le Basij complète ce dispositif en assurant un contrôle social de proximité, facilitant la détection et la gestion rapide des mobilisations. Par ailleurs, les réseaux économiques informels, renforcés par les sanctions, constituent des vecteurs centraux de redistribution des ressources, contribuant à l'imbrication entre économie et pouvoir sécuritaire.

L'architecture du système iranien ne doit toutefois pas être comprise comme une simple juxtaposition d'institutions, mais comme un ensemble de relations dynamiques reliant acteurs, ressources et contraintes. Cette configuration produit un système caractérisé par des interactions à plusieurs niveaux. Sur le plan interne, elle permet une redistribution adaptative du pouvoir en fonction des chocs, renforçant les acteurs capables d'opérer dans des environnements contraints. Sur le plan externe, elle facilite la projection indirecte de puissance via des réseaux d'acteurs délégués.

L'intérêt analytique de cette architecture réside dans sa capacité à articuler ces dimensions. Les mécanismes de conversion des crises identifiés précédemment ne fonctionnent pas de manière isolée, mais s'inscrivent dans un système de boucles



interdépendantes, où les réponses internes aux contraintes externes modifient en retour l'environnement stratégique dans lequel le régime évolue.

Ainsi, la résilience du système ne découle pas uniquement de ses propriétés internes, mais de la manière dont celles-ci s'insèrent dans un ensemble d'interactions plus larges, reliant gouvernance interne et confrontation externe.

VI. Résilience co-produite : adversaires, délégation et paradoxe du contrôle

La résilience du régime iranien ne peut être pleinement comprise sans intégrer sa dimension interactionnelle. Elle ne résulte pas uniquement de dynamiques internes, mais d'un processus de co-production, dans lequel les actions des adversaires du régime contribuent à reconfigurer ses capacités d'adaptation.

Dans ce cadre, les sanctions économiques, la pression militaire et les actions indirectes menées par les États-Unis et Israël ne constituent pas de simples contraintes externes. Elles participent activement à la transformation du système, en modifiant les incitations, en redistribuant les ressources et en renforçant certains acteurs au détriment d'autres. La résilience du régime est ainsi inséparable des formes de pression auxquelles il est soumis.

L'interaction avec les États-Unis s'inscrit dans une dynamique de pression et d'adaptation réciproques. Les sanctions visent à affaiblir les capacités économiques du régime, mais elles contribuent également à renforcer les acteurs capables de contourner ces contraintes, en particulier les réseaux liés aux institutions sécuritaires. Cette dynamique forme une boucle interactionnelle : la pression externe produit une adaptation interne, qui modifie à son tour les conditions dans lesquelles cette pression est exercée.

L'interaction avec Israël repose sur une logique de confrontation indirecte et de gestion des seuils d'escalade. Le régime privilégie des formes d'action indirectes, notamment à travers des acteurs délégués, afin de maintenir une pression constante tout



en évitant une confrontation directe. Cette stratégie s'inscrit dans une logique de dissuasion distribuée, dans laquelle la capacité de nuisance est fragmentée entre plusieurs acteurs et plusieurs espaces.

Cette configuration produit un paradoxe du contrôle. La délégation permet d'étendre l'influence du régime et de multiplier les points de pression, mais elle réduit sa capacité à maîtriser pleinement les dynamiques qu'elle génère. L'autonomie relative de certains acteurs délégués s'inscrit dans une boucle de risque : plus l'influence est étendue, plus les risques de désalignement et d'escalade augmentent, ce qui nécessite un effort constant de coordination.

Dans ce contexte, la complexité du système devient elle-même une ressource stratégique. La multiplication des acteurs, des niveaux d'action et des zones d'intervention rend les interactions plus difficiles à anticiper pour les adversaires, ce qui accroît le coût de leur réponse. Cette complexité contribue à une forme de dissuasion indirecte fondée sur l'incertitude, plutôt que sur la supériorité conventionnelle.

Cependant, cette complexité a un coût interne. Elle rend le système plus difficile à coordonner et accroît les risques de dysfonctionnement. La résilience co-produite repose ainsi sur un équilibre fragile entre adaptation et perte de contrôle.

Cette dynamique demeure conditionnelle. Une perte de contrôle sur certains acteurs délégués, une mauvaise interprétation des signaux dans l'interaction avec les États-Unis ou Israël, ou une intensification rapide de la pression externe pourraient transformer les mécanismes de stabilisation en dynamiques d'escalade incontrôlée.

Dans le contexte actuel de tensions accrues au Moyen-Orient, marqué notamment par une intensification des interactions indirectes entre l'Iran, Israël et les États-Unis, ces dynamiques apparaissent renforcées, en particulier en ce qui concerne les risques d'escalade et le rôle croissant des acteurs délégués.

En définitive, la résilience du régime iranien apparaît comme le produit d'un système adaptatif sous contrainte, structuré par des interactions stratégiques permanentes. Elle ne correspond pas à une stabilité durable, mais à un processus



dynamique dans lequel les mécanismes de consolidation et les facteurs de fragilisation sont étroitement imbriqués.

Pris dans son ensemble, le système iranien peut être compris comme un dispositif de gouvernance adaptatif structuré par des boucles de rétroaction entre contraintes externes et dynamiques internes. Les crises n’y apparaissent pas uniquement comme des chocs à absorber, mais comme des séquences qui reconfigurent les rapports de pouvoir, redéfinissent les modes d’allocation des ressources et transforment les modalités de projection stratégique. Cette capacité de transformation constitue le cœur de la résilience du régime, tout en générant des vulnérabilités cumulatives liées à la dépendance croissante à des structures sécuritaires, à l’érosion économique et aux risques de désalignement dans les interactions externes.

VII. La contrainte comme condition : implications analytiques et limites du modèle

L’analyse proposée permet de dépasser les lectures conventionnelles de la résilience du régime iranien, en montrant qu’elle ne peut être réduite à une simple capacité de résistance face à des chocs exogènes. Elle doit être appréhendée comme un processus dynamique de transformation, dans lequel les crises contribuent, sous certaines conditions, à la reproduction du système politique.

En articulant les dimensions économique, coercitive et stratégique, l’article met en évidence des mécanismes de conversion qui transforment les contraintes en ressources différenciées. Les sanctions reconfigurent l’économie politique interne, les mobilisations protestataires participent à l’adaptation de l’appareil coercitif, et les conflits régionaux structurent une dissuasion distribuée fondée sur la délégation. Ces dynamiques convergent vers une consolidation sélective du noyau sécuritaire du régime.

L’apport central de cette analyse réside dans la mise en évidence d’un système structuré par des boucles de rétroaction, dans lequel transformations internes et interactions stratégiques externes sont étroitement imbriquées. La résilience apparaît



ainsi comme un phénomène co-produit, résultant de l'interaction entre contraintes externes et capacités d'adaptation internes.

Toutefois, cette capacité de transformation s'accompagne de coûts structurels. Le renforcement des institutions sécuritaires, la dépendance aux réseaux informels et les logiques de délégation contribuent à rigidifier le système et à accroître les risques de désalignement stratégique. La résilience observée correspond ainsi à un équilibre instable, dans lequel les mécanismes de consolidation produisent simultanément des vulnérabilités cumulatives.

Au-delà du cas iranien, ces résultats invitent à reconsidérer l'analyse des régimes autoritaires en contexte de contrainte élevée. Ils suggèrent que les crises peuvent, dans certaines configurations, fonctionner comme des séquences structurantes qui reconfigurent les rapports de pouvoir, plutôt que comme de simples facteurs de déstabilisation. La résilience doit dès lors être comprise comme un processus conditionnel, dépendant de la capacité des systèmes politiques à convertir les contraintes en ressources tout en maintenant la cohésion interne et le contrôle de l'escalade.



Glossaire des termes clés

Tableau 4 — Définitions des termes techniques dans le contexte de cet article

Terme retenu	Définition dans le contexte de cet article
Résilience transformative	Processus par lequel un régime soumis à des contraintes persistantes convertit certaines crises en séquences de reconfiguration interne, redistribuant les ressources et les rapports de pouvoir sans rupture systémique. Se distingue de la simple résistance par l'accent mis sur la transformation.
Dissuasion distribuée	Stratégie par laquelle la capacité de nuisance est fragmentée entre plusieurs acteurs délégués et plusieurs espaces géographiques, rendant la réponse adverse plus coûteuse et l'attribution plus incertaine.
Boucle de rétroaction	Mécanisme par lequel un effet produit en retour des conditions qui modifient la cause initiale. Dans le cas iranien : les sanctions renforcent les acteurs qui, à leur tour, reconfigurent la façon dont les prochaines sanctions sont absorbées.
CGRI (Corps des gardiens de la révolution islamique)	Institution hybride reliant les dimensions militaire, économique et politique du régime. Désigné dans le texte de façon invariable comme « CGRI » après première occurrence développée.
Paradoxe du contrôle	Tension inhérente à la délégation : l'extension de l'influence via des proxies augmente la capacité de projection mais réduit la maîtrise des dynamiques d'escalade que ces mêmes proxies peuvent générer.

Bibliographie

Ouvrages et monographies

- Alfoneh, A. (2013). *Iran unveiled: How the Revolutionary Guards is transforming Iran from theocracy into military dictatorship*. AEI Press.
- Beissinger, M. R. (2022). *The revolutionary city: Urbanization and the global transformation of rebellion*. Princeton University Press.
- Brownlee, J. (2007). *Authoritarianism in an age of democratization*. Cambridge University Press.
- Golkar, S. (2020). *Captive society: The Basij militia and social control in Iran*. Columbia University Press.
- Harris, K. (2017). *A social revolution: Politics and the welfare state in Iran*. University of California Press.
- Hoffman, F. G. (2007). *Conflict in the 21st century: The rise of hybrid wars*. Potomac Institute for Policy Studies.
- Levitt, M. (2022). *Hezbollah: The global footprint of Lebanon's party of God*. Georgetown University Press.
- Levitsky, S., & Way, L. A. (2010). *Competitive authoritarianism: Hybrid regimes after the Cold War*. Cambridge University Press.
- Maloney, S. (2015). *Iran's political economy since the revolution*. Cambridge University Press.
- Ostovar, A. (2016). *Vanguard of the Imam: Religion, politics, and Iran's Revolutionary Guards*. Oxford University Press.
- Phillips, C. (2016). *The battle for Syria: International rivalry in the new Middle East*. Yale University Press.
- Way, L. A. (2015). *Pluralism by default: Weak autocrats and the rise of competitive politics*. Johns Hopkins University Press.

Articles scientifiques et rapports

- Batmanghelidj, E. (2020). *The political economy of sanctions relief and re-imposition in Iran*. Atlantic Council.



- Drezner, D. W. (2011). Sanctions sometimes smart: Targeted sanctions in theory and practice. *International Studies Review*, 13(1), 96–108. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2486.2010.01001.x>
- Farzanegan, M. R. (2013). Effects of international financial and energy sanctions on Iran's informal economy. *SAIS Review of International Affairs*, 33(1), 13–36.
- Folke, C. (2006). Resilience: The emergence of a perspective for social-ecological systems analyses. *Global Environmental Change*, 16(3), 253–267. <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2006.04.002>
- International Crisis Group. (2023). Managing Iran's regional escalation. <https://www.crisisgroup.org>
- Juneau, T. (2015). Iran's policy towards the Houthis in Yemen: A limited return on a modest investment. *International Affairs*, 91(3), 647–663.
- Knights, M. (2021). Iran's expanding militia network. Washington Institute for Near East Policy.
- Peksen, D. (2019). When do economic sanctions work? *Defence and Peace Economics*, 30(6), 635–647. <https://doi.org/10.1080/10242694.2017.1409063>
- Vaez, A., & Sadjadpour, K. (2023). Iran's evolving deterrence strategy. Carnegie Endowment for International Peace.
- Walker, B., Holling, C. S., Carpenter, S. R., & Kinzig, A. (2004). Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems. *Ecology and Society*, 9(2).